

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 20 JUIN 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PRIGENT SA (et Cie)

Moulin du Roz
29490 Guipavas

Code AIOT : 0005509027

ENV-D-23.0247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement PRIGENT SA (et Cie) implanté Moulin du Roz 29490 Guipavas. L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection, visée en objet du présent rapport, s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRIGENT SA (et Cie)
- Moulin du Roz 29490 Guipavas
- Code AIOT : 0005509027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PRIGENT exploite une carrière à ciel ouvert de gneiss et des installations annexes de traitement de matériaux, autorisées par arrêté préfectoral du 15 mai 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan de gestion des déchets d'extraction,
- eaux de ruissellement et d'exhaure,
- émissions de poussière,
- émissions sonores,
- vibrations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Plan de gestion des déchets d'extraction AM	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/
2	Eaux de ruissellement et d'exhaure AP	Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 6.3	Sans suites
3	Qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 6.4	/
4	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 7	/
5	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 8	/
6	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 9	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de non conformité concernant les points de contrôlé inspectés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. (...) Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans (...)
Constats : L'exploitant a fourni un plan de gestion datant de février 2018. L'inspection des installations classées constate que le plan de gestion comporte les éléments prévus à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. L'inspection des installations classées constate, qu'en considérant la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mai 2019, le plan de gestion devra être révisé en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'origine hydrothermales sont collectées et rejetées après décantation en aval de la retenue d'eau alimentant l'usine de potabilisation du Moulin Blanc. Le débit maximal de ce rejet est fixé à 90 m³/h. Les eaux de ruissellement concernant l'emprise de la carrière et les eaux souterraines (hors eaux d'origine hydrothermales) sont collectées en fond d'excavation avant rejet, dans le ruisseau de Kerhuon en aval immédiat de la carrière. Elles font l'objet d'une analyse avant rejet dans le ruisseau (...). Elles sont rejetées à un débit d'exhaure maximum de 450 m³/h. Elles transitent avant rejet par des bassins de décantation régulièrement entretenus (...)</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection du 15/06/2020, le constat était conforme, mais il a été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présenter un plan de surveillance et d'entretien des filtres, - de vérifier l'efficacité des mesures mises en œuvre en réalisant un prélèvement et une analyse amont/aval du filtre et avant/après entretien du filtre. <p>Par courrier du 29/09/2020, l'exploitant a fourni les résultats d'analyse avant et après entretien du filtre et après curage du bassin. Il conclut pour les MES (matières en suspension) que l'entretien du filtre n'occasionne pas de modification importante sur les teneurs, mais que le curage du bassin est plus efficace pour diminuer la teneur en MES.</p> <p>Il précise, ce jour, que le filtre gravillonnaire est entretenu à une fréquence minimale de 1 fois par an.</p> <p>Concernant les eaux hydrothermales, l'exploitant a indiqué que « Eau du Ponant », société publique en charge de l'eau destinée à la consommation humaine, a prévu la déviation de l'eau hydrothermale au mois de septembre / octobre 2023.</p> <p>L'exploitant a fourni un tableau récapitulant les résultats d'analyse de la surveillance de la qualité des eaux d'exhaure mélangée à l'eau hydrothermale dans le bassin et la qualité des eaux hydrothermales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Normes</p> <p>Les eaux rejetées dans le ruisseau de Kerhuon, en amont de la retenue d'eau alimentant l'usine de potabilisation, respectent les paramètres suivants mesurés sur un échantillon (proportionnel au débit) représentatif des rejets moyens d'une journée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 - Température inférieure à 30 °C - MEST (1) inférieures à 30 mg/l - DCO (2) inférieure à 125 mg/l - Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l - conductivité inférieure à 2500 µS/cm. <p>Le seuil du paramètre conductivité pourra être revu en fonction des besoins du gestionnaire de la retenue d'eau, dans les formes prévues à l'article R181-45 du code de l'environnement.</p> <p>(1) MEST : Matières En Suspension Totale. (2) DCO : Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté.</p> <p>Les mesures sont effectuées conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingtquatre heures ; en ce qui concerne les Matières En Suspension, la Demande Chimique en Oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mgPt.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni un tableau récapitulant les résultats d'analyse de la surveillance de la qualité des eaux d'exhaure mélangée à l'eau hydrothermale dans le bassin et la qualité des eaux hydrothermales. Ce tableau montre une surveillance de la qualité des eaux les 10/01/2023, 06/02/2023, 06/03/2023, 03/04/2023 et 02/05/2023. Il a procédé à l'interprétation des résultats d'analyse et noté depuis le 06/02/2023 un dépassement de l'ordre de 24% de la valeur limite de la conductivité. Il a précisé que cette conductivité élevée est liée à la source hydrothermale. Il a indiqué que la valeur limite de la conductivité sera respectée après séparation entre les eaux d'exhaure et la source hydrothermale.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que des mesures sont prévues pour un retour au respect des valeurs limites.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air et poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Un plan de surveillance des émissions de poussières est établi. (...) Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m ² /jour la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède cette valeur, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
Constats : L'exploitant a fourni le bilan de la 2 ^{ème} campagne de mesures de retombées de poussières de l'année 2022, réalisée du 15 septembre au 18 octobre 2022. L'inspection des installations classées constate que les stations de mesure indiquées dans ce rapport sont implantées conformément aux prescriptions sur le plan de surveillance : <ul style="list-style-type: none">(a) : une station témoin,(b) : des stations à proximité de bâtiments accueillant des personnes sensibles,(c) : des stations en limite de site. La campagne de mesure a duré 33 jours. L'exploitant a procédé aux déclarations des résultats de mesures de retombées de poussières sous Grep. L'inspection des installations classées constate que la fréquence d'analyse est semestrielle depuis l'année 2020. Les résultats d'analyses depuis l'année 2019 ne dépassent pas l'objectif de 500 mg/m ² /jour pour les points de type (b).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 8											
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet											
Prescription contrôlée : En dehors des tirs de mine, les bruits émis par la carrière, les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour – jardin – terrasse...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure à :											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
(...) <p>En limite nord et ouest de l'établissement, en période diurne, le niveau de bruit ne doit pas excéder 65 dB(A), il ne doit pas excéder 60 dB(A) en limite nord-est et 70 dB(A) au sud-est. (...)</p> <p>Il est procédé à un contrôle, une fois tous les 3 ans, des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus. Les résultats de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)</p>											
Constats : L'exploitant a fourni le rapport du contrôle des niveaux sonores réalisé le 28 mai 2020. Ce rapport conclut : <ul style="list-style-type: none"> - au respect des valeurs limites d'émergence en Zone à émergence réglementée (ZER), - au respect des niveaux sonores en limite de propriété, - à l'absence de tonalité marquée. <p>L'exploitant a indiqué qu'une campagne de contrôle est prévue dans un délai court, en juin 2023, sous réserve de conditions météorologiques favorables à la réalisation des mesures (vent et pluviométrie).</p> <p>L'inspection des installations classées constate le respect le respect des valeurs limites des niveaux sonores.</p>											
Type de suites proposées : Sans suite											
Proposition de suites : Sans objet											

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2019, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. (...)</p> <p>Il est procédé à 12 mesures par an minimum au droit des deux constructions les plus concernées par les tirs de mines. (...)</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni un tableau récapitulatif des contrôles de vibration pendant les tirs de mine entre le 4 janvier 2023 et le 5 juin 2023. Ce tableau indique la réalisation de 15 mesures de vibrations.</p> <p>L'exploitant a précisé que le sismographe ne se déclenche pas systématiquement, y compris lorsqu'il est localisé sur le site de la carrière.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le niveau de mesure de vibration le plus élevé, de 3,74 mm/s, respecte la valeur limite de 10 mm/s.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet